

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.
Abonnement : Pour Roubaix, 25 francs par an.
14 francs six mois.
7 50 francs trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFITTE, BULLIER
et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

5 décembre 1863.

Les journaux étrangers sont unanimes pour désapprouver hautement le refus absolu de l'Angleterre de participer à un Congrès.

L'idée de se passer de l'Angleterre trouve des adhésions dans tous les pays et les dispositions hostiles du cabinet britannique ne sont pas de nature à inquiéter qui que ce soit au monde.

Il est probable que les ministres anglais s'apercevront très prochainement qu'après avoir fait fausse route ils ont préparé à leur pays d'amères déceptions.

On se passera donc de l'Angleterre et l'on aura les yeux ouverts sur ses basses intrigues.

D'après la France, l'opinion publique s'émeut de plus en plus, en Angleterre, à propos de l'impression causée sur le public français par la réponse du comte Russell. Le parti tory blâme ouvertement et très vivement le ton de la dépêche, et l'on peut déjà prévoir que cet événement diplomatique fournira à l'opposition un terrain parlementaire sur lequel elle paraît résolue à livrer bataille au Cabinet, et qu'elle prépare soigneusement par avance.

Le Morning-Post, organe de lord Palmerston, et à sa suite plusieurs journaux anglais, témoignent contre l'Autriche un mécontentement qui tient de la fureur.

L'Autriche déclare adopter en principe le Congrès; dès lors l'Angleterre s'irrite en voyant échapper l'alliance qui lui était nécessaire pour motiver son refus.

On comprendra facilement les regrets qu'inspire au cabinet britannique cette déception cruelle qui le rejette dans un isolement complet.

Le Journal de Gotha publie une lettre que M. Samwer, nommé ministre du Sleswig-Holstein par le duc d'Augustenbourg, a adressée à M. Hall, pour le sommer de retirer les troupes danoises des duchés et d'y faire rentrer les troupes sleswig-holsteinoises qui se trouvent actuellement dans le Danemarck. M. Samwer dit que le

gouvernement danois ne se déclare pas, avant quinze jours, prêt à faire droit à cette demande, le duc d'Augustenbourg prendra les mesures nécessaires pour faire valoir ses droits légitimes.

La lettre de M. Samwer, remise par M. de Mohl à l'envoyé danois, baron de Dirkinck, a été renvoyée par ce dernier sans avoir été décachetée.

Une dépêche d'Athènes, du 2 décembre, rapporte un fait grave en ce qu'il constate une hostilité personnelle contre le chef de l'Etat.

Un membre de l'Assemblée nationale ayant proposé un vote de sympathie pour la mémoire du roi de Danemark, Frédéric VII, ami de la Grèce, parent et bienfaiteur du roi Georges I^{er}, sa proposition a été rejetée.

Ce vote et celui relatif aux ministres du roi Othon constituent deux actes d'opposition contre le jeune roi des Hellènes.

Les gouvernements de Russie et d'Angleterre viennent, dit-on, d'adresser à la Diète de Francfort, sur l'invitation du Danemarck, des notes ayant pour objet le règlement du différend dano-allemand par la voie diplomatique.

D'un autre côté, ces puissances demandent au roi Chrétien IX de retirer la patente royale du 30 mars. J. REBOUX.

On écrit de Londres à la Nation que tout ce qu'on a dit sur un prétendu dissentiment entre lord Palmerston et lord Russell, par rapport à la question du congrès, est inexact. On fait trop d'honneur à lord Palmerston en affirmant que, pendant un instant, il avait désiré voir accepter la proposition du congrès. Il a été au contraire, dès le début, comme lord Russell, de l'avis qu'elle devait être repoussée.

L'Agence Havas nous communique, dans la dépêche suivante, la réponse faite par M. de Rechberg à la Chambre des députés de Vienne, relativement au Schleswig-Holstein :

« Le traité de Londres a créé pour les puissances qui y ont pris part, sous le rapport du droit public, des obligations

déterminées avec lesquelles les puissances ne peuvent pas, même dans leurs votes au sein de la Diète germanique, se mettre en contradiction. Le traité de Londres forme un tout avec les stipulations qui l'ont précédé.

« Si le Danemarck invoque ce traité, l'Autriche et la Prusse peuvent lui répondre qu'il ait d'abord à en remplir les conditions préliminaires. Le roi Christian IX a inauguré son règne par une violation ouverte des stipulations.

« C'est pourquoi l'Autriche et la Prusse votent pour la suspension de la voix du Holstein à la Diète, en recommandant la prompte application des mesures exécutoires. L'objection que cette exécution implique une reconnaissance des droits du Danemarck, n'est pas tenable, car la question de la succession reste complètement intacte. Il faut enfin liquider les comptes avec le système suivi à Copenhague qui blesse les droits et l'amour-propre de l'Allemagne. Les troupes autrichiennes sont prêtes à marcher au premier signal donné de Francfort vers la Basse-Elbe.

« M. de Rechberg termine en déclarant que l'Autriche est décidée à faire cause commune avec la Prusse à respecter aussi dans cette question le droit et les traités et à soutenir avec toutes ses forces, dans les limites du droit, les intérêts de l'Allemagne et des populations sœurs de l'Allemagne.

« On verra par la dépêche en date de Vienne, 4 décembre, que le comte de Rechberg ne veut pas traiter les affaires des autres Etats et qu'en réponse à la proposition d'examiner la question du Congrès il a déclaré sur le but que l'on veut poursuivre et sur les moyens de l'atteindre.

Voici la conclusion de la brochure *Napoléon III et le Congrès* :

« Qu'on y réfléchisse ! Le chef élu d'une nation de quarante millions d'âmes ne s'adresse pas en vain au monde civilisé. Un homme d'Etat du génie de l'empereur dédaigne les expédients sans grandeur et sans franchise, et ne se laisse point prendre dans les pièges usés d'une diplomatie senile.

« Si les grandes puissances ne veulent pas ou ne peuvent pas s'entendre, et rendent le Congrès impossible ou impuissant, si elles ferment ou laissent se fermer d'elle-même la seule voie qui conduit à la paix ; si elles s'engagent, par l'obstina-

tion à maintenir un passé qui s'éroule, dans la voie qui tôt ou tard, mène fatalement à la guerre : guerre pour guerre, la France et l'Empereur ont un intérêt décisif à ce qu'elle s'ouvre avant que l'impression produite sur les peuples par le discours du 3 novembre ne soit effacée.

« Guerre pour guerre, la raison, comme la politique, veut qu'on la déclare au printemps. »

Les correspondances de Constantinople assurent que l'insurrection du Caucase prend des développements considérables. Les Circassiens ont fusillé plusieurs officiers russes qui s'étaient introduits dans le pays pour lever le plan des routes qui conduisent à Tchafkai, où 15,000 insurgés sont réunis. Tous les fourrages ayant été incendiés, la cavalerie russe a été obligée d'abandonner le terrain de la lutte.

Mexique.

Voici, dit la Nation, d'après des renseignements puisés à bonne source, un aperçu de ce que le gouvernement de Juarez a coûté au Mexique :

Les pertes occasionnées dans la seule province de Jalisco à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, sont évaluées, par des hommes compétents, à 60 millions de piastres, soit 300 millions de francs, et encore ce chiffre énorme ne comporte-t-il point la valeur des édifices publics détruits par la mine et par l'incendie.

Des pertes essayées par Jalisco, on peut calculer ce qu'a dû souffrir toute la République, Jalisco n'étant pas riche en agriculture comme Morelia et Toluca, ni en minéraux comme Guadaluajato et Zacatuzas, ni en industrie comme Puebla et Mexico : en sorte que, donnant à Guadaluajato une vingtième partie des pertes subies par la République, nous arrivons au total énorme de 1 milliard 200 millions de piastres, soit six milliards de francs.

En faisant, dans ces chiffres, la part de l'exagération inévitable en pareil cas, il n'en reste pas moins un total qui pourrait, au besoin, justifier seul l'occupation française au Mexique.

Amérique.

Voici, dit la France, un fait qui montre que le cabinet du président Lincoln modifie d'une manière notable sa politique dans la question du Mexique.

M. Seward, ministre des affaires étrangères, ayant déclaré dans une dépêche récente que le gouvernement de Washington ne permettrait pas des enrôlements pour le compte de Juarez, le ministre de l'intérieur, S. John P. Usher, a adressé aux autorités sous ses ordres un circulaire pour leur prescrire de veiller à l'exécution de la mesure en question.

Dans cette dépêche, M. Usher établit que la décision de son Gouvernement est fondée sur les principes du droit international et que, de plus, elle est d'accord avec la justice, attendu qu'il est démontré par les rapports de M. Corvin, ministre des Etats-Unis à Mexico, que le peuple mexicain ne veut plus du gouvernement de Juarez, et qu'il ne montre aucun éloignement pour l'intercession française. Cet aveu constaté dans un acte officiel est d'une grande importance. Il explique la cause du changement politique adopté récemment à Washington.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Londres, 3 décembre.
La Banque d'Angleterre a élevé le taux de son escompte à 8 p. 100. Le retrait du numéraire de la Banque continue. Une nouvelle augmentation de l'escompte est probable.

New-York, 24 novembre.
(par l'Edinburgh.)

Un grand meeting a été tenu à Brooklyn, pour l'enrôlement des volontaires. Le parti unioniste a eu la majorité aux élections de l'Etat de Delaware. Les démocrates se sont retirés de la lutte en protestant contre l'intimidation militaire exercée sur les électeurs, intimidation de nature à fausser le résultat du vote. Ils demanderont au Congrès d'annuler l'élection.

Madrid, 2 décembre, soir.
Le paquebot *Prince Alphonse* est arrivé hier de la Havane à Cadix après quinze jours de navigation. Le bruit court qu'il apporte de mauvaises nouvelles de San Domingo.

Madrid, 3 décembre.
La réponse de la Reine à la lettre de l'Empereur ne sera l'objet d'aucune critique dans les débats de l'Adresse qui ont commencé aujourd'hui à la Chambre. Les nouvelles des Antilles ne signalent aucun événement remarquable.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 6 DÉCEMBRE 1863.

— N° 57. —

LE FIDÉICOMMIS

CHAPITRE XXXVII.

« Enchanté de vous voir ! dit le colonel, en ouvrant la porte de la pièce reculée de son propre appartement. Je suppose que monsieur le docteur est en tournée dans nos parages ?

« Comme me voilà arrivé ici, le but de mon voyage est atteint ! », répondit le docteur. Le ton dont il prononça ces paroles convainquit le colonel qu'il en était réellement ainsi, et eut en outre pour effet de paralyser un peu l'admirable élasticité de sa langue, car deux tentatives d'articuler quelques mots dictés par la circonstance restèrent infructueuses.

« Le lieutenant Richard Lispar réside actuellement à Rinholm, n'est-ce pas ? demanda le docteur.

« Comment ! balbutia le colonel, mon-

(*) Reproduction interdite.

sieur le docteur connaît-il... Je croyais que... je ne supposais pas... je... »

Un changement incroyable s'opéra sur la physionomie de M. de Vallis. Il s'assit, et invita d'un signe le docteur à suivre son exemple.

« Il s'est passé bien du temps depuis que nous nous sommes rencontrés ; monsieur le colonel a sans doute oublié depuis longtemps l'incognito d'alors ?

« Nullement ; je ne pouvais oublier que j'étais redevable à l'habileté de monsieur le docteur de la vie de ma femme et de mon fils.

« Il s'agissait d'une vie importante, très-importante. Monsieur le colonel ne me doit cependant aucune obligation de l'heureuse circonstance que le jeune baron est né quelques heures avant son cousin.

« Telle fut la volonté de Dieu ! dit le colonel, avec cette demi-assurance des personnes incertaines du terrain sur lequel elles se trouvent.

« Peut-être, reprit le docteur, devrais-je prier monsieur le colonel de vouloir bien faire appeler le lieutenant ! L'affaire qui m'amène concerne ces messieurs en commun.

« Non... balbutia le colonel, nous n'avons rien de commun ensemble. »

« Le docteur Maning scruta d'un long et sérieux regard la physionomie de monsieur de Vallis, qui se couvrait d'une pâleur livide.

« Je crains, dit-il — et sa voix pénétra comme un froid acier par toutes les fibres de son interlocuteur — je crains que monsieur le colonel n'ait la mémoire faible !

« Que signifie ce langage ? dit le colonel se levant et rassemblant le reste de son sang-froid et de sa fierté humiliée,

mais sans parvenir à déguiser son anxiété trop visible.

« Ce que cela signifie ? s'écria le docteur, dont la dose de politesse se trouvait épuisée. Eh bien, cela signifie que M^{me} Jorman, la sage-femme, a complètement divulgué l'infâme et audacieuse action par laquelle le colonel est parvenu à ravir le fideicommissaire à l'héritier légitime ! Ceci, poursuivit le docteur en tirant quelques papiers de sa poche, a été rédigé en présence du pasteur, du notaire et de moi-même. Ma déposition sous serment relative au jour de la naissance du baron Klas Malchus a été comparée avec la date que porte le registre de la paroisse, et monsieur le colonel s'expliquera bien lui-même l'inexactitude que l'on a découverte dans ce dernier ! Je n'ai plus rien à dire, sinon que les tribunaux sauront éclaircir l'affaire ! Mais un pareil procès formera un contraste fort étrange avec la loyauté suédoise, et le scandale qu'imprimera au nom des de Vallis répandra parfaitement au digne exploit du représentant de ce nom !

Aussi lâche dans le péril qu'il avait été arrogant dans la prospérité, le colonel, immobile et comme pétrifié, s'appuyait contre le bord de la cheminée. *Tribunaux, procès, scandale, nom*, tous ces mots avaient produit sur ses nerfs une impression terrible. Pas un muscle ne se mouvait ; ses yeux ressemblaient à des globes de verre ; son teint avait passé du grisâtre au violet. Il faisait frémir à voir.

« La dose a été trop forte ! », murmura le docteur, en saisissant la sonnette qui était sur la table.

Le colonel comprit ce mouvement, et fit un signe au docteur pour l'engager à ne pas sonner ; mais il était trop tard. Les domestiques accoururent au bruit de la

sonnette : on s'empressa d'aller mettre au lit le colonel, qui était incapable d'opposer la moindre résistance, et, quelques instants après, le lieutenant et Klas Malchus étaient dans la chambre.

« Le docteur Maning ! s'écria Richard, et il recula vivement. Je comprends ! »

Un cri déchirant et à demi étouffé s'échappa des lèvres pâles du colonel. Le docteur renvoya les domestiques et verrouilla la porte.

« Messieurs, dit-il ensuite en s'adressant aux deux jeunes cousins, ma présence ici amènera un grand changement dans vos positions. Monsieur le colonel, vous pouvez encore parler ; faites un effort sur vous-même ; c'est votre devoir envers ce jeune homme, » et il montrait le lieutenant.

D'un air surpris et interrogateur, Klas Malchus portait ses regards du colonel sur Richard, et de Richard sur le docteur Maning, qui tenait encore à la main les documents importants.

« Ceci contiendrait-il une explication ? demanda-t-il, en étendant la main vers les papiers.

Le docteur les lui abandonna ; il fallait bien que la chose fût connue ; on ne pouvait la laisser là.

Suivi des regards anxieux de son père, Klas Malchus parcourut ces lignes éloquentes qui étaient autant de traits noirs sur l'écusson de sa famille. Longtemps on n'entendit que la respiration pénible qui s'échappait de sa poitrine oppressée. Puis il s'approcha du lit du colonel.

« Mon père ! dit-il lentement, mais d'une voix pénétrante, mon père ! Il secoua la tête d'un air de douleur profonde, plus déchirant encore que ses paroles, et qui glaça le cœur de Richard, « Mainte-

nant je connais le mystère qui a empoisonné toute ma vie, et l'empoisonnera jusqu'à mon dernier jour — notre nom deshonore ! Un fardeau infernal m'avait été imposé : ce misérable fideicommissaire. M'en voilà délivré, il est vrai ; mais puis-je encore regarder en face un honnête homme ? Oh ! j'avais bien raison de me cacher aux regards du monde. Maudits soient l'orgueil et la cupidité ! ils ont rendu mon âme avant même qu'elle fût éveillée au supplice de la vie. »

Des gouttes de sueur brûlantes, mêlées de deux grosses larmes, roulaient sur les joues pâles de Klas Malchus. C'était le désespoir dans son expression la plus noble.

En ce moment de douleur, Richard étreignit son ami dans ses bras. Le lieutenant, à qui le sort avait réservé la position la plus brillante, n'était pas moins abattu que celui qui allait tout perdre.

« Klas, dit-il, écoute-moi ; rien n'est encore public. J'avais deviné tout cela dès l'hiver dernier — Richard tua un coup d'œil sur le docteur — et crois-tu que, si j'avais jamais eu l'intention de revendiquer mes droits, je me serais conduit comme je l'ai fait ?

« Folie ! s'écria Klas. Il n'y a pas d'expédient possible ; il ne faut pas qu'il y en ait ! Mais — il tressaillit vivement — n'entends-je pas la voix de ma mère ? O ma mère, ma mère ! »

Et, avant que personne pût l'en empêcher, il s'élança vers la porte et l'ouvrit précipitamment.

La baronne entra pâle comme la mort et les traits bouleversés. Tous ses membres tremblaient encore de l'attaque de nerfs qu'elle venait d'éprouver. Isabelle